

# En Belgique, la difficile décolonisation des esprits

## Analyse

PHILIPPE DAGEN  
service Culture

**E**n novembre 2018 a paru le rapport Savoy-Sarr sur la restitution d'œuvres africaines, commandé par l'Élysée après le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou (Mali), un an auparavant. Il a suscité un large débat, dont l'un des effets a été de « libérer la parole », selon la formule à la mode. Ainsi a-t-on dû lire des commentaires d'internautes du genre de celui-ci, relevé sur le site du *Monde* et toujours visible: « Utiliser le mot "art" pour ces objets primitifs et périssables me semble inapproprié. » Pur mépris raciste convaincu de la supériorité des Blancs sur les Noirs en toutes matières. On ne feindra pas d'en être surpris: les preuves de sa persistance sont partout dans le monde.

Dans les anciennes puissances coloniales européennes, il est indissociable du colonialisme. Celui-ci affirmait pour se justifier qu'il apportait la « vraie foi » chrétienne et le progrès à des peuples païens et ignorants. Une littérature pléthorique a répandu ces discours du XIX<sup>e</sup> siècle – temps de la conquête systématique de l'Afrique et de l'Océanie – jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle et aux indépendances des ex-colonies. Les collections que l'hypothèse des restitutions met en cause ont été en partie constituées dans ce contexte.

Pourquoi rappeler ces évidences? Parce qu'il apparaît que plus d'un demi-siècle après les indépendances, les entendre soit toujours douloureux pour certains et les énoncer, difficile pour d'autres. Et ceci dans le milieu des spécialistes des arts que l'on disait jadis « primitifs », par opposition à nous, les « civilisés ». Une preuve spectaculaire en est donnée depuis le 8 décembre 2018 par le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) à Tervuren (Belgique), renommé AfricaMuseum.

### UN EXOTISME GLOBAL MIS EN SCÈNE

Ouvert en 1910, il est consacré à ce qui s'est appelé Etat indépendant du Congo, création et propriété du roi Léopold II (1865-1909) de 1884 jusqu'en 1908, et son annexion à la Belgique. Autrement dit le Congo belge, aujourd'hui République démocratique du Congo (RDC). Fermé en 2013 pour une rénovation d'un coût de 66 millions d'euros, le MRAC a été réaménagé, les surfaces d'exposition ont été presque doublées.

Mais pour montrer quoi et comment? Le directeur du musée, Guido Gryseels, affirme vouloir « proposer une approche plus critique du passé colonial du Congo et de la Belgique ». Mais ce résultat peut-il être atteint à partir du moment où il a été décidé de conserver le palais de 1910 tel quel et de lui rendre même ce qu'il a perdu d'éclat avec le temps? La question, posée par Esther King sur le site *Político* a été reprise depuis par le journaliste Cédric Vallet – son article dans le magazine d'enquête *Médor* s'intitule « Décolonisation

impossible! » – et par le chercheur et réalisateur Matthias De Groof dans la revue wallonne *L'Art même*.

« Tel quel » signifie que, comme en 1910, la zoologie, la botanique et la minéralogie occupent autant de place, sinon plus, que les activités humaines. Cette proximité est choquante. Ailleurs, au British Museum, au Metropolitan ou au Quai Branly, les cultures non occidentales sont traitées pour elles-mêmes, comme des cultures spécifiques. Ici, les cultures congolaises ne sont que l'une des formes d'un exotisme global, mises en scène de façon « ludique » et « interactive ».

« Tel quel » signifie aussi que sont demeurées en place les allégories dorées du sculpteur Arsène Matton, dont *La Belgique apportant la civilisation au Congo*: un prêtre colossal et barbu qui pose sa main sur la nuque d'un Congolais deux fois plus petit que lui. Pourquoi les conserver ici? Parce que, selon le texte de salle, elles sont « classées et ne peuvent pas être enlevées ». Ce que confirme

Guido Gryseels: « Ce sont des parties protégées du bâtiment. Elles doivent y rester. » Le droit du patrimoine serait donc supérieur à toute morale?

Non moins ambigus sont les textes proposés au visiteur. Dans le dépliant distribué à l'accueil: « L'Histoire de l'Afrique depuis l'arrivée des Européens est assez douloureuse. » On appréciera le « assez ». Dans la section « histoire coloniale et indépendance », un panneau interroge: « Combien de victimes? » Réponse incomplète: « A défaut de données

précises, il est très difficile de connaître le nombre de victimes faites par l'Etat indépendant du Congo. Les guerres de conquête, l'exploitation, le travail forcé, les expéditions punitives, les déplacements de population, la désarticulation de l'agriculture, les épidémies et l'introduction de maladies inconnues ont coûté la vie à d'innombrables Congolais. En outre, la natalité s'est effondrée. Le déficit démographique total est catastrophique et se monte à plusieurs centaines de milliers, voire quelques millions d'individus. Selon certains, il représenterait un tiers de la population totale. » « Quelques »? Le chiffre généralement admis est de 10 millions de morts. « Certains »? Les historiens ayant travaillé sur ce sujet. Ils ne sont pas nommés.

C'est que, en Belgique, il existe des associations qui défendent la mémoire de Léopold II et la colonisation et refusent ce chiffre. Ainsi l'Union royale belge pour les pays d'outre-mer (Urome), pour qui « la Belgique a propulsé le Congo (...), dont les populations étaient en proie à la maladie, à des famines récurrentes, aux guerres tribales et à l'esclavage et qui sur le plan technologique avait plusieurs siècles de retard, dans la modernité en l'espace d'à peine trois générations ».

Ce genre de propos est diffusé par le journal belge *Le Peuple*, organe du Parti populaire, classé à l'extrême droite. Mais il est aussi en vente à la boutique du musée, qui ne veut pas déplaire aux nostalgiques du Congo belge. Voilà où en est la décolonisation des esprits aujourd'hui. ■